



Date de dépôt : 5 novembre 2025

Rapport du Conseil d'Etat

au Grand Conseil sur la motion de Fabienne Monbaron, Murat-Julian Alder, Céline Zuber-Roy, Pascal Uehlinger, Natacha Buffet-Desfayes, Pierre Nicollier, Francine de Planta, Vincent Subilia, Alexandre de Senarclens, Jacques Béné, Diane Barbier-Mueller, Thierry Oppikofer, Philippe Meyer, Darius Azarpey, Adrien Genecand, Geoffray Sirolli, Rémy Burri, Alexis Barbey, Joëlle Fiss, Jean-Pierre Pasquier, Pierre Conne, François Wolfisberg, Michael Andersen, Lionel Dugerdil, Jacques Blondin, Gabriela Sonderegger, Christo Ivanov, Guy Mettan, Thierry Cerutti, Stéphane Florey, Christian Flury : Paralysie du trafic : conséquence des travaux en lien avec les réseaux thermiques structurants

En date du 23 mai 2025, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une motion qui a la teneur suivante :

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- la multiplication des travaux pour la mise en place du réseau thermique structurant sur l'ensemble du territoire genevois, particulièrement dans la zone 1 et la zone 2 ;*
- la saturation constante du réseau routier matin et soir n'offrant aucune marge de manœuvre ;*
- les situations inédites constatées depuis la rentrée des vacances de Pâques où TIM, transports professionnels et transports publics se trouvent totalement paralysés à cause de la multiplication des travaux sur la voie publique ;*

- *l'obligation faite à l'Etat de garantir la fluidité du trafic comme mentionné dans l'art. 190 de la constitution genevoise ainsi que dans la LMCE,*

invite le Conseil d'Etat

- *à surseoir à l'octroi de nouvelles autorisations de procéder à des travaux sur les voies de circulation dans les zones 1 et 2 avant d'avoir pu :*
 1. *organiser le séquençage des travaux afin de garantir la fluidité du trafic sur les réseaux primaires et secondaires ;*
 2. *créer et fluidifier systématiquement des itinéraires alternatifs pour compenser les axes routiers obstrués par des travaux ;*
 3. *optimiser l'emprise des chantiers sur les voies de circulation afin de bloquer uniquement la surface absolument nécessaire au bon déroulement des travaux ;*
- *à étudier, avec les SIG et les entreprises concernées, toutes les mesures permettant de réduire au maximum la durée de ces travaux.*

RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

Face à la multiplication des chantiers ayant un fort impact sur la circulation, le Conseil d'Etat a adopté le 18 juin 2025 un arrêté visant à renforcer la coordination, la planification et la gestion des travaux sur le domaine public. Cet arrêté prévoit des mesures à court et moyen termes afin d'améliorer la cohérence des interventions et de limiter leurs effets sur la mobilité.

Dans ce cadre, le Conseil d'Etat a confié à l'office cantonal des transports (OCT) la mission de piloter la coordination des chantiers stratégiques via la plateforme de planification et de pilotage des chantiers stratégiques (PPPCS), dont le comité de pilotage comprend également des représentants des autres départements de l'Etat concernés, des Services industriels de Genève (SIG), des Transports publics genevois (TPG), de la Ville de Genève et de l'Office fédéral des routes (OFROU). L'objectif est triple : limiter les perturbations générées par les chantiers, garantir l'équité d'accès à l'espace public et réduire les nuisances pour les habitants et les acteurs économiques.

Afin d'assurer une planification cohérente à l'échelle cantonale, l'OCT a défini 8 règles de planification interchantiers, servant de cadre de référence pour l'instruction et la validation des projets :

1. Le report de trafic généré par le chantier projeté n'utilise pas un axe avec présence d'un chantier tiers.
2. Le chantier projeté ne se situe pas sur un axe de déviation d'un chantier tiers.
3. Le report de trafic généré par le chantier n'utilise pas un axe de report de trafic d'un chantier tiers.
4. Le chantier projeté ne se situe pas sur un axe sur lequel est planifiée une manifestation annoncée par la police.
5. Aucun autre chantier n'est prévu dans un délai de 3 ans sur le même axe.
6. Si un chantier projeté induit une baisse de trafic sur un axe, les chantiers pouvant en bénéficier sont intégrés dans le même planning.
7. Moins de 20% des usagers traversant le chantier projeté seront exposés à un second chantier sur leur itinéraire.
8. Un chantier démarré ne peut être suspendu ou arrêté.

L'application de ces règles contribue déjà à prévenir des congestions majeures. Elle a notamment conduit à des ajustements de calendriers permettant la réalisation coordonnée de plusieurs aménagements portés par différents maîtres d'ouvrage. Par exemple, dans le secteur de la Pallanterie, des travaux des SIG nécessitent une déviation passant par la route de Jussy, elle-même en chantier. Ne s'agissant pas d'un réseau thermique structurant et pour éviter la saturation du réseau, l'OCT a décidé de repousser de 2 ans le chantier de la Pallanterie, permettant ainsi de le coordonner avec d'autres travaux prévus à cette échéance dans le même secteur. Une coordination spécifique entre l'OCT, l'office cantonal de l'énergie (OCEN) et les SIG est mise en place pour optimiser le déploiement des réseaux thermiques au regard des autres projets d'infrastructures sur le domaine public.

Parallèlement, les principes de réalisation des chantiers proposés par les maîtres d'ouvrage sont analysés et optimisés pour réduire leur impact sur la mobilité et leur durée. Les directives de l'OCT sont ajustées en privilégiant des solutions pragmatiques, comme remplacer la fermeture complète d'un axe pendant une journée par des interruptions de quelques minutes gérées par des agents de circulation, autoriser une fermeture totale, mais de courte durée, pour accélérer les travaux, ou encore prolonger les journées de travail afin de réduire la durée globale de l'intervention.

Enfin, l'OCT peut, lorsque cela s'avère nécessaire, supprimer temporairement des places de stationnement afin de créer des voies de bus dédiées, garantissant ainsi la circulation des transports publics et des services de secours.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :

Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

Le président :

Thierry APOTHÉLOZ